

Ljubljana : manifestations massives

Partage international n° 395 - Juillet 2021

Des milliers de manifestants sont descendus dans les rues de Ljubljana, en Slovénie, le 30 mai 2021, pour protester contre les décisions du gouvernement et réclamer des élections anticipées. Le rassemblement comprenait divers groupes et mouvements et était soutenu par les syndicats et certains partis d'opposition. La foule des manifestants a d'abord envahi la place Prešeren, puis a défilé dans les rues de la capitale. Des discours ont été prononcés et des spectacles musicaux ont été organisés.

Les représentants des principales associations syndicales du pays, du mouvement *Friday Bicycle Protest* (Protestations à vélo du vendredi), d'ONG et de personnes issues des milieux universitaires et culturels ont pris la parole pour critiquer ce qu'ils considèrent comme des mesures et des lois équivoques du gouvernement, soulignant le manque de dialogue social et la nécessité d'organiser des élections anticipées. Oto Luthar, directeur du Centre de recherche de l'Académie slovène des sciences et des arts, a souligné que la liberté, la démocratie, la solidarité et le système juridique étaient en danger. Tea Jarc, responsable du syndicat des jeunes *Mladi Plus*, a fait remarquer que la résistance n'émergeait pas seulement à Ljubljana mais dans toute la Slovénie. La manifestation a été baptisée

Soulèvement pan-slovène pour une élection anticipée par les manifestants à vélo, qui ont déclaré, avant le rassemblement, que la réputation de la Slovénie était ternie. Ils estiment qu'une grande majorité de Slovènes est mécontente du travail du gouvernement et de l'état de la démocratie dans le pays. Avant le rassemblement, ils ont appelé à des manifestations pacifiques et demandé à la police présente en nombre de permettre aux manifestants d'exercer leurs droits de réunion et de revendiquer pacifiquement sans faire un usage excessif de la force. *Amnesty International Slovénie* et le Réseau juridique pour la protection de la démocratie ont supervisé les manifestations afin de détecter toute violation potentielle de ces droits.

Le chef du gouvernement slovène, Janez Janša, a quant à lui déclaré sur Twitter que la propagation de la Covid lors des grands rassemblements non autorisés était un crime, car plus de 300 infections ont été confirmées par jour et que la manifestation s'est tenue dans une région dont le niveau d'infections est le troisième plus élevé du pays. Il a ajouté que la liberté d'expression et le droit de réunion étaient des droits constitutionnels, mais qu'ils pouvaient être restreints par la loi en vertu de la Constitution.

Lieu : Ljubljana, Slovénie

Sources : Agence de presse slovène

Thématiques : [Société](#), [politique](#)

Rubrique : La voix des peuples